

# LE (FAUX) PROCÈS DU MICROCRÉDIT QUI MASQUE SES (VRAIES) RÉUSSITES

LE 15 AVRIL 2011 ARNAUD POISSONNIER (YOUPHIL)

Prenant prétexte de conflits de pouvoir autour de la célèbre Grameen Bank, les médias mettent en procès la microfinance, jetant l'heureux bébé du microcrédit avec l'eau sale du bain de ses excès.

Depuis quelques semaines, la microfinance occupe à nouveau les devants de la scène. **L'éviction du Professeur Yunus de la tête de la Grameen Bank** et plus largement les messages très négatifs véhiculés sur ce secteur menacent une fois de plus ce bel outil de développement. La microfinance est-elle réellement menacée ou condamnée comme l'annoncent certains ? Retour sur les derniers événements.

Muhammad Yunus, prix Nobel de la paix 2006, a donc été évincé, mardi 1er mars, de la direction générale de la Grameen Bank, qu'il a fondée et qu'il dirige depuis 1983. La Haute Cour de Dacca a entériné une décision prise la semaine précédente par la Banque centrale du pays, et contestée par le professeur devant la Cour Suprême du Bangladesh.



Que reproche la Banque centrale à Muhammad Yunus ? De s'être maintenu depuis 2000 à la direction de la Grameen Bank au-delà de la limite légale de 60 ans, avec l'accord de son conseil d'administration, y compris des trois représentants de l'Etat, sans que cette décision ait été formellement validée par la Banque centrale. Un limogeage... avec dix ans de retard ! Cette éviction ne fait donc que confirmer l'atmosphère de règlement de compte politique qui règne sur cette affaire.

## Une bataille de pouvoir à la Grameen Bank... prétexte d'une polémique sur la microfinance

Depuis l'annonce de son renvoi, le prix Nobel de la paix a contre-attaqué en dénonçant « une situation tout à fait absurde » indiquant que « le gouvernement veut aujourd'hui prendre le contrôle du conseil d'administration de la Grameen Bank pour qu'elle soit complètement à sa disposition ».

L'enjeu de cette bataille politique ? L'indépendance de la Grameen Bank, que le gouvernement du Bangladesh assimile à une entité du secteur public alors que plus de 95% de son capital est détenu par les quelque 8 millions de femmes pauvres emprunteuses et que l'Etat ne détient que 25% des sièges à son conseil d'administration.

Les mouvements et déclarations de soutien à Yunus se multiplient de par le monde: les femmes bénéficiaires du microcrédit et actionnaires de la Grameen Bank, l'ensemble des

acteurs du secteur mais aussi des personnalités comme Hilary Clinton, Maria Nowak, présidente de l'Adie, Martin Hirsch, **Michel Camdessus**, etc. Les Français sont d'ailleurs invités à venir **manifester leur soutien au prix Nobel ce mercredi 16 mars au Trocadéro**.

Quelques semaines après le scandale de SKS en Inde (à ce sujet vous pouvez lire mon article sur **les dérives de la microfinance indienne**), cette affaire fait ressurgir les polémiques liées à la microfinance, aujourd'hui triste marronnier médiatique, comme en témoigne ce sujet consacré à la microfinance indienne diffusé au JT de 20H00, le 9 mars sur TF1.

#### Rien ne va plus au pays du micro-crédit

Après avoir été encensée, peut être avec excès, la microfinance devient une abomination qui asservirait les pauvres, au lieu de contribuer à leur rendre dignité et de mettre à leur disposition des moyens d'entreprendre. Il n'est plus question que de méthodes de recouvrement inacceptables, d'introduction en bourse, de taux usuraires, de surendettement, voire de suicides...

Mais les dérives et les conséquences d'une partie de la microfinance trop mercantile, dont les médias font désormais leurs choux gras, ne sont pas représentatives de l'ensemble des acteurs de la microfinance.

C'est dans ce contexte que de très dangereux raccourcis médiatiques ne cessent de se multiplier; le limogeage du professeur Yunus est présenté comme une conséquence de la crise du secteur alors qu'il ne s'agit que d'un règlement de compte politique, les 15.000 suicides de fermiers dans la région de l'Andhra Pradesh sont mis en relation avec le surendettement, dont le microcrédit porterait la responsabilité, alors qu'il y avait malheureusement tout autant de suicides ruraux quand le microcrédit n'existait pas sur place, la microfinance est présentée comme « une poule aux œufs d'or » **alors que 80% des 10.000 Institutions de microfinance (IMF) dans le monde sont en perte**, la microfinance conduirait à l'appauvrissement de 75% de ses bénéficiaires alors qu'aucun spécialiste sérieux du secteur n'a jamais défendu une telle affirmation.

Les taux à 26% (taux moyen dans le monde et en baisse constante) qui ne seraient qu'usure alors que les vrais usuriers du coin dont personne ne parle facturent sans scrupules 300%, eux! Et pourquoi les JT ne font-ils pas de reportages sur ces « Loan Sharks » ? (surnom local des usuriers)? Sans doute parce qu'ils ne feront pas la Une, comme Muhammad Yunus !

## La face cachée du microcrédit ? Celle des petites institutions efficaces

Présentées comme des généralités sorties de leur contexte, ces "news" sont bien souvent de pures contre-vérités, divulguées par certains par méconnaissance du secteur ou par esprit de racolage...

Isabelle Guérin, chercheuse à l'Institut de recherche pour le développement qui fût l'une des premières à dénoncer les dérives du secteur, analyse pour le journal La Croix:



*Certains disent qu'il y a trop d'argent dans le secteur. Il n'y en a pas trop, mais il est concentré dans des institutions très médiatisées, alors que des établissements plus modestes œuvrent véritablement pour le bien être des gens. A côté de la microfinance commerciale et ses dérives, existent des acteurs, à l'expertise remarquable, qui sont actuellement délaissés.*



Que l'on ne se méprenne pas, le propos n'est pas ici d'éluider ou de nier les débats et les questions qui dérangent, et il est bon que les médias sensibilisent les acteurs du secteur et le public sur ces dérives. Le fait que l'on parle à nouveau d'impact social plus que de retour sur investissement en est une conséquence et c'est une bonne nouvelle.



Nous nous sommes d'ailleurs fait à plusieurs reprises l'écho de ces débats dans ces mêmes colonnes. Il est par contre extrêmement dangereux que certains de ces médias présentent ces dérives comme si elles étaient inhérentes à la microfinance elle-même.

Il en va de même de certains apprentis sorciers d'Etat qui, par pure démagogie, tentent de reprendre la main pour tout régenter. Ils mettent bien souvent – mais en ont-ils conscience – gravement en danger l'ensemble du secteur lui faisant courir un risque systémique d'assèchement de ses ressources. Faut-il rappeler que 160 millions de personnes par le monde vivent du développement de leur activité d'autosubsistance elle-même financée par le microcrédit?

Nos visites régulières sur le terrain confortent les informations qui nous remontent de tous les spécialistes du secteur; il est une grande majorité de pays et de zones où les bénéficiaires de microcrédit ne sont nullement concernés par ces dérives, mais ceux-là ne semblent pas avoir les faveurs des médias. C'est bien triste.

Il est donc plus que jamais essentiel que la communauté des acteurs de la microfinance se mobilise pour défendre sans relâche la microfinance sociale et le microcrédit responsable tout en poussant à son amendement dans les zones troublées. Le microcrédit reste sans conteste et quoi qu'on en dise, l'un des plus beaux outils d'expression de la dignité humaine.

Billet publié initialement sur **Youphil** sous le titre **Qui veut la peau du microcrédit ?**

Photo FlickrR CC **World Economic Forum ; Sumayia Ahmed ; McKay Savage.**

#### **XETC.ORG**

le 29 avril 2011 - 14:15 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*Le micro-crédit se perd lorsqu'il s'éloigne de sa mission de progrès social*

*Le micro-crédit traverse une crise importante, symbolisée par l'éviction du Professeur Yunus, largement relayée dans les media. La réalité dépeinte dans les reportages est édifiante : là où on avait promis progrès social, enrichissement, émancipation... on trouve surendettement et suicides. Une lecture rapide de ces tristes constats conclurait à enterrer trop vite une belle idée, le micro-crédit, qui peut fonctionner. Car ce n'est pas l'outil qui est mauvais, mais l'utilisation qu'on en a parfois faite.*



*Il y a en réalité deux grandes causes à la crise du micro-crédit, et une série de bonnes pratiques à mettre en place pour permettre à l'outil d'exister sainement.*

*La première cause de la situation actuelle est « structurelle » : le micro-crédit s'est éloigné de sa mission première. Les plus gros organismes de micro-crédit font aujourd'hui quasi exclusivement appel à des capitaux privés pour financer une croissance exponentielle. Les actionnaires à la tête de ces organismes n'ont pas comme objectif premier la lutte contre la pauvreté, ils poursuivent avec le micro-crédit un objectif de croissance et de rentabilité, ce qui n'est pas la mission initiale du micro-crédit.*

*La seconde est « conjoncturelle » : elle passe par l'augmentation du nombre de défaillances, dues au surendettement et la saturation du marché. Les media ont largement parlé des problèmes de surendettement, conséquences d'une « course aux pauvres » que ce sont lancés les organismes en quête de rentabilité maximale, abandonnant tout contrôle sur la solvabilité ou la fiabilité des projets. En revanche, on a peu évoqué le phénomène de saturation. Jusque-là, un bénéficiaire de micro-crédit remboursait correctement afin de pouvoir bénéficier d'un second micro-crédit auprès du même organisme. Mais dès le moment où un bénéficiaire peut aller voir un des nombreux autres organismes pour avoir un autre micro-crédit, pourquoi rembourser le premier ? C'est encore l'absence de contrôle des organismes de micro-crédit et l'abondance d'offres qui a amené cette situation !*

*Dans ce contexte, où les critiques (légitimes) commencent donc à pointer à propos de certaines institutions de microcrédit (sur)capitalisées, nous estimons que le modèle associatif sans but lucratif est une garantie supplémentaire permettant d'assurer la mission sociale initiale du micro-crédit sans céder à la pression d'une simple logique de croissance et de rentabilité.*

*C'est le choix que nous avons fait en créant l'association « Xetic ». Privilégier la dimension sociale au retour sur investissement. Voilà le critère essentiel qui guide notre action !*

*Face à cette crise, nous pensons également qu'une attention encore plus importante doit être apportée à la mission sociale portée par les structures qui accordent des micro-crédits. Parmi les milliers d'acteurs présents dans le monde du microfinancement, notre association travaille exclusivement avec des partenaires à taille humaine présents sur le terrain :*

- qui ne considèrent pas le micro-crédit comme une fin en soi mais uniquement comme un outil au service d'un objectif plus large (dans le cadre d'un programme de santé, de développement économique, de protection de l'environnement, de développement local...)*
- qui s'adressent à des populations plus vulnérables, donc risquées et donc moins attractives financièrement (exclus socialement, enclavées dans la ruralité, handicapées et/ou atteintes de maladies).*
- qui ont déjà été détectées et sont donc déjà accompagnées par des acteurs majeurs de la solidarité internationale (leur implication sur le terrain est une bonne garantie de la qualité des projets qui sont financés).*

*Au Sénégal par exemple, notre partenaire local est une mutuelle accompagnée au quotidien par l'association lyonnaise ECIDEC, spécialiste du micro-crédit depuis plus de 10 ans, dans le cadre d'un programme de développement économique plus global mené par la Région Rhône-Alpes... Au Mali d'où nous revenons tout juste, nous sommes sur le point de monter un programme de micro-crédit à destination d'une association de femmes atteintes du HIV et accompagnées par ailleurs par la Fondation Mérieux...*

*Bref, autant d'exemples qui nous permettent de rester persuadé que le micro-crédit peut encore être utile et efficace !*

*Jérémy Camus  
Président de <http://www.xetic.org>*

*A travers notre site <http://www.xetic.org>, nous proposons aux internautes de prêter de petites sommes d'argent à des micro-entrepreneurs d'Afrique qui n'ont pas accès au système bancaire classique. Contrairement à un don classique, après remboursement du prêt par un micro-entrepreneur, les internautes ont la possibilité de récupérer leurs fonds ou de les prêter de nouveau. Et ainsi de suite : l'argent prêté sur Xetic rentre dans un cercle vertueux, bénéficiant tour à tour à de multiples porteurs de projets.*

*Depuis le lancement du site en septembre dernier, près de 500 internautes ont déjà prêté près de 30 000 euros en cumulé à environ 80 micro-entrepreneurs au Bénin, au Sénégal ou encore au Burkina Faso !*

*Pour tout comprendre en 3 petites minutes, consultez notre vidéo en cliquant sur le lien suivant : <http://www.youtube.com/watch?v=Tpr2Ds7HlmU>*

*A très vite sur <http://www.xetic.org> ;-)*

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

